



## De Samuel Paty au « wokisme », le saut périlleux de Jean-Michel Blanquer

Le ministre de l'éducation, en lançant son cercle de réflexion trois jours avant l'anniversaire de l'assassinat du professeur d'histoire, se positionne dans le débat préélectoral en reliant défense de la laïcité et dénonciation du courant « woke ». Analyse. Le moment appelait au recueillement. Samedi 16 octobre, le ministère de l'éducation nationale commémorait la mort de Samuel Paty. En présence du premier ministre Jean Castex et devant un parterre d'enseignants, d'officiels et d'anciens ministres de l'éducation, Jean-Michel Blanquer a rendu hommage à cet enseignant d'histoire de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) assassiné par un terroriste islamiste un an plus tôt, après un cours sur la liberté d'expression. Trois jours auparavant, le ministre lançait son « laboratoire de la République », dans le but affiché de remporter une bataille des idées contre le « wokisme » qui « menace » la jeunesse française. Parmi les invités, des intellectuels comme Elisabeth Badinter – dont Jean-Michel Blanquer apprécie le féminisme « républicain » –, mais aussi plusieurs députés LRM qui partagent sa vision de la laïcité. La concomitance entre le lancement de ce cercle de réflexion et l'hommage à Samuel Paty tient-elle du hasard ? Jean-Michel Blanquer et son entourage l'assurent. Elle appelle cependant à la réflexion. Existe-t-il des liens entre le « wokisme » supposé d'une partie des responsables politiques et des intellectuels et l'assassinat de cet enseignant, qui justifieraient de lancer l'offensive au moment de l'anniversaire de sa mort ?

Logique du « ressentiment »

Le néologisme wokisme englobe les nouvelles formes de luttes contre les discriminations qu'entendent être la pensée décoloniale, l'« antiracisme politique » et le renouveau du féminisme. Pour les Américains de gauche, « woke » signifie « éveillé », c'est-à-dire conscient de l'ampleur des discriminations sur la base de la couleur de peau, de la religion, du genre ou de l'identité sexuelle

Le ministre de l'éducation l'affirmait dans Le Monde le jour du lancement de son think tank : il considère que ces courants – nés dans un monde anglo-saxon multiculturel différent de notre « creuset français » – diffusent un point de vue « fragmentaliste » et victimaire de la société. A terme, selon lui, ce type de raisonnement « essentialise » les êtres humains et les enferme dans une logique du « ressentiment », à rebours d'une vision universaliste du corps social – celle de la Déclaration des droits de l'homme selon laquelle nous naissons et demeurons « libres et égaux en droits ».

En arrière-plan flottent les pires excès d'une cancel culture qui va jusqu'à pousser des écoles de l'Ontario (Canada) à brûler des exemplaires d'Astérix et les Indiens – ou à faire annuler une représentation des Suppliants d'Eschyle à la Sorbonne, elle aussi jugée raciste au prétexte de l'utilisation de maquillage sombre par des acteurs blancs. Cette cancel culture ne s'embarrasse pas de nuances, mais semble autoriser, en retour, la diabolisation de militants et intellectuels qui cherchent à faire disparaître les discriminations envers les minorités.

Dans ce qu'il baptise « wokisme », Jean-Michel Blanquer perçoit une menace liée au « recul » des valeurs républicaines universalistes et laïques, et par extension à Samuel Paty. Le saut est périlleux, mais ce n'est pas le premier. Dans la foulée de l'assassinat du professeur, à l'automne 2020, le ministre de l'éducation avait déjà accusé « l'islamogauchisme » supposé de l'université de « mener au pire ».

Porte-voix

Qu'importe alors que les enseignants du second degré ne soient que peu concernés, dans leurs pratiques pédagogiques, par ces débats qui sont plutôt l'affaire d'intellectuels et d'universitaires, et que la majorité d'entre eux déclarent ne pas rencontrer de problèmes dans la transmission des valeurs de la République. Le 19 octobre, lors d'une journée de travail réunissant les formateurs « laïcité » de l'éducation nationale, M. Blanquer a affirmé qu'un « fonctionnaire » qui aurait « des problèmes avec les valeurs de la République », aurait « le droit de faire un autre métier ». La FSU, syndicat majoritaire chez les enseignants, lui a rétorqué : « Nous n'avons pas de problèmes avec les valeurs de la République, le ministre en a-t-il avec les fonctionnaires ? »

Quand le ministre parle de « problèmes avec les valeurs de la République », vise-t-il également la pensée décoloniale ou le féminisme ? Dans les lycées, des professeurs essaient d'apporter d'autres voix, de changer les perspectives, de faire découvrir des textes et des personnalités méconnus, pour montrer que l'histoire littéraire et





politique a en partie effacé les traces des femmes et des minorités. Ceux-là sont-ils concernés ?

En lançant son cercle de réflexion sur les valeurs de la République, Jean-Michel Blanquer a quitté son costume de ministre de l'éducation nationale pour endosser celui d'un homme politique en campagne. Pourquoi pas ? Mais choisir, pour sauter cette marche, un moment de recueillement national peut créer la confusion et prêter le flanc à l'accusation d'instrumentalisation. Comme si, à six mois de l'échéance électorale, les enseignants n'étaient plus vraiment l'affaire de Jean-Michel Blanquer.

Le ministre a mis en œuvre de nombreuses réformes qui ont dégradé ses relations avec les syndicats et avec nombre de professeurs. Au terme d'une longue lutte pour faire triompher sa vision de la laïcité dans la majorité présidentielle, il en est désormais le porte-voix en direction, non plus seulement de l'institution scolaire et de ceux qui la font vivre, mais de la société tout entière. Il mènera ce combat idéologique contre la partie de la gauche qui ne partage pas cette vision, et, surtout, contre l'extrême droite qui menace de s'approprier le thème de la laïcité pour alimenter ses discours hostiles aux étrangers et aux musulmans. Dans ce contexte préélectoral, les préoccupations des professeurs et de l'école elle-même sont passées au second plan.

